

La globalisation du poutinisme

FRANÇOISE THOM

« Le monde libre a un nouveau leader, et c'est la Russie ».

Viatcheslav NIKONOV

*« Aujourd'hui nous réussissons ce que nous avons tenté de faire sans succès depuis 500 ans !
Et nous changeons l'Occident ! »*

Vladimir JIRINOVSKI

Ces derniers mois, presque tous les scrutins dans le monde occidental et l'espace postsoviétique donnent le résultat souhaité par le Kremlin. Brexit, référendum néerlandais sur l'accord d'association avec l'Ukraine, élection de Trump, victoire de Fillon à la primaire de la droite en France, victoire du parti du centre pro-russe en Estonie, élection du pro-russe Dodon en Moldavie, du pro-russe Rumen Radev en Bulgarie, enfin le référendum en Italie.

En Russie, les élections législatives du 18 septembre 2016 ont connu un résultat étonnant, si on applique les critères occidentaux à ce scrutin : elles ont donné au parti du Kremlin, Russie unie, 54,18 % des voix (340 sièges sur 450), les autres voix se partageant entre les trois pseudo-partis téléguidés par le Kremlin (en 2011, Russie unie avait recueilli 49,32 % des voix et 238 sièges). Aucun député de l'opposition n'a été élu en 2016. Or les revenus des Russes ont baissé continûment depuis octobre 2014. L'année précédant le scrutin, cette baisse avait été de 8 %. Dans quel autre pays le parti au pouvoir aurait-il amélioré sa majorité dans ces conditions désastreuses ? Ces deux phénomènes, succès des « amis de Poutine » en Occident, consolidation du parti du pouvoir en Russie, nous invitent à nous pencher sur les causes de l'efficacité du système poutinien, non seulement en Russie même, mais dans l'étranger proche et moins proche.

F. T.

Le rodage de la machine de puissance

C'EST en comprenant ⁽¹⁾ ce qui s'est passé en Russie depuis septembre 1999, date de la série de très louches attentats terroristes attribués sans preuves aux Tchétchènes, qui ont permis à Poutine, l'obscur Premier ministre choisi par Eltsine, de faire en trois mois une ascension vertigineuse dans l'opinion russe grâce à une campagne médiatique foudroyante, puis de liquider les libertés acquises par les Russes sous Gorbatchev et Eltsine, que l'on prendra la mesure de ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux dans nos démocraties occidentales. La manière dont le tandem Primakov/Loujkov, qu'à l'été 1999 tous s'attendaient à voir rafler la succession d'Eltsine, fut descendu en flammes dans les médias en quelques jours avant le scrutin de décembre 1999 qui donna la victoire au parti de Poutine, rappelle à s'y méprendre la manière dont Hillary Clinton et Alain Juppé ont brutalement dévissé dans les sondages une dizaine de jours avant le vote, laissant la place au candidat favori du Kremlin.

L'essence du poutinisme peut être illustrée par un document définissant les tâches de l'Administration présidentielle en 2000 conservé dans les archives du journal *Kommersant*. On peut y lire entre autres : « Le nouveau Président de la Fédération de Russie, s'il veut vraiment maintenir l'ordre et la stabilité dans le pays pour la période de son règne, n'a pas besoin d'un système politique autorégulé, il a besoin d'une structure politique (un organe) au sein de son Administration, qui sera en mesure non seulement de prédire et de créer la situation politique "nécessaire" en Russie, mais aussi de diriger réellement les processus politiques et sociaux dans la Fédération de Russie, ainsi que dans les pays de l'étranger proche. » L'action de l'Administration présidentielle se fera « selon une ligne double, une ligne ouverte (officielle) et une ligne secrète (la principale). » Le but est d'« assurer à l'Administration présidentielle un contrôle réel des processus politiques se déroulant dans la Fédération de Russie et d'étendre l'influence de cette dernière sur les

processus politiques de l'étranger proche ».

Suit une description des mesures secrètes permettant de réaliser ces objectifs par étapes. Avant tout, il faut constituer avec l'aide des services spéciaux « des dossiers sur les partis d'opposition, leurs activités, leur financement, leurs contacts et leurs partisans ». Des dossiers compromettants doivent également être compilés sur « les personnalités politiques de niveau fédéral, régional et local », ce qui permet de « placer sous l'influence du Kremlin l'activité de ces personnalités ». Les mêmes mesures doivent être appliquées aux députés de la Douma et aux « candidats potentiels au poste de Président de la Fédération de Russie, aujourd'hui et à l'avenir », aux journalistes et aux médias fédéraux et régionaux, aux responsables des commissions électorales. « En exploitant les possibilités mises à sa disposition par les services spéciaux, l'Administration présidentielle doit pouvoir exercer son influence sur la composition de la Douma, sur les élections présidentielles d'aujourd'hui et de demain selon le scénario souhaitable, sur l'impact exercé par les élites politiques et financières dans les régions sur les différents groupes électoraux de la société russe. » Le document explique par le menu comment annihiler l'opposition : chantage, corruption, manipulation, provocations. Ainsi il faut mettre en face de chaque grande gueule de l'opposition un « braillard » du Kremlin. Chaque révélation de l'opposition doit être désamorcée par des révélations préventives orchestrées par le pouvoir. Chaque commission mise sur pied par l'opposition doit être neutralisée par une commission symétrique aux ordres du Kremlin ⁽²⁾.

Rétrospectivement, la lecture de ce document fait froid dans le dos car l'histoire de la Russie poutinienne montre à quel point l'application systématique de ces méthodes du KGB tardif (mettant l'accent sur le chantage, l'intimidation, la compromission et la prophylaxie) a été redoutablement efficace. Malheureusement, la partie du document consacrée à la politique étrangère n'a pas fait l'objet d'une fuite, mais les mêmes méthodes n'ont-elles pas été mises en œuvre à l'étranger, avec un succès spectaculaire ? Comme l'a dit Vladimir

(1) On trouvera les citations en épigraphe, pour Nikonov, dans : <http://ej.ru/?a=note&id=30534> et, pour Jirinovski, sur : <http://www.kasparov.ru/material.php?id=5862A8A23148E>

(2) http://www.kommersant.ru/include/inc-archive/materials/archive-material-newWind.asp?textPath=/documents/reforma.htm&textTitle=%20%C4%CE%CA%D3%CC%C5%CD%D2%20&id_arcdoc=10&year=2000

Poutine, « la frontière de la Russie ne se termine nulle part ⁽³⁾ ». Nous sommes aujourd'hui à un moment où convergent les fils d'une politique entamée depuis vingt ans – en effet c'est en janvier 1996, au moment de l'arrivée d'Evgueni Primakov aux Affaires étrangères, que le KGB prend le contrôle de ce domaine. Le but de cette politique se situe dans la continuité de celle de l'URSS. Il s'agit avant tout d'évincer les États-Unis d'Europe et du Moyen-Orient et de faire de la Russie la puissance hégémonique dans ces régions. Conceptuellement, le programme était prêt dès 1996. Ce qui manquait c'étaient les moyens. Il fallut attendre les années Poutine et la manne des pétrodollars pour que la diplomatie russe acquière les moyens de ses ambitions.

À partir de l'arrivée de Poutine au pouvoir, la Russie mise d'abord sur la corruption des élites des pays proches et moins proches, en ciblant particulièrement le monde des affaires, le monde politique et les journalistes. Grâce à ses exportations de pétrole et de gaz, elle met en place dans chaque pays qui l'intéresse un groupe d'oligarques proches du Kremlin. Ces hommes sont mobilisés pour influencer la classe politique et les médias dans le sens voulu par Moscou, créer des fractions pro-russes dans les Parlements. Les exemples du chancelier Schröder et de Berlusconi montrent déjà l'efficacité de cette politique.

La crise de 2009, l'irruption du gaz de schiste sur le marché mondial, ont provoqué une inflexion de la stratégie de puissance du Kremlin. La Russie comprend qu'elle ne sera jamais une puissance économique. Désormais, c'est sur l'outil militaire que va miser Moscou (sans que la politique de « schröderisation » des élites occidentales soit abandonnée pour autant, bien entendu). Un ambitieux programme de modernisation des forces armées russes est mis en œuvre, avec l'aide des Occidentaux appâtés par le faux dégel de Medvedev. Cette expérience extrêmement positive aux yeux du Kremlin incite Poutine à relancer le projet de l'Union économique eurasiennne à partir de 2010, quand Poutine formule sa proposition d'un « espace économique uni de Lisbonne à Vladivostok » dans un article à la *Süddeutsche Zeitung* ⁽⁴⁾. Selon lui cet espace uni doit se

construire autour d'une « politique industrielle commune », d'une « infrastructure énergétique commune », une « coopération renforcée dans le domaine scientifique » entre Russes et Européens, et enfin la liquidation du régime des visas entre la Russie et l'UE. Le 28 avril 2015 Sergueï Narychkine, alors président de la Douma, publie un article remarqué dans lequel il appelle à une fusion de l'Union eurasiatique et de l'Union européenne : « Zeman [le très pro-russe Président tchèque] n'a pas exclu que les pays de l'Union européenne s'intègrent dans la Fédération de Russie ⁽⁵⁾. Notre pays a souvent proposé de fusionner l'Union économique eurasiatique et l'UE ⁽⁶⁾. » Dans un article récent, le même Narychkine écrit : « Dans une perspective historique l'intégration européenne est une composante de l'intégration eurasiatique, de même que l'Europe est une partie du continent eurasiatique ⁽⁷⁾. » Signalons que Narychkine, l'un des organisateurs du réseau des « partis russes » dans les pays européens, vient d'être nommé à la tête du service de renseignements extérieurs (SVR) par Poutine.

Dans cette vision, il ne s'agit pas seulement de réintégrer autour de Moscou l'espace ex-soviétique, mais de récupérer les pays européens lorsque l'UE se sera défaite et lorsque les partis souverainistes pro-russes qui ont le vent en poupe depuis la crise de 2009 auront pris le pouvoir en Europe. Cette mainmise sur l'Europe occidentale dans le cadre du « grand partenariat eurasienn » permettra à Moscou de résoudre ses éternels problèmes d'intendance et de remédier à la fuite des cerveaux due au régime poutinien. Grâce à une Europe vassale, la Russie pourra moderniser son complexe militaro-industriel sans en payer le prix par une libéralisation en politique intérieure.

La guerre psychologique

Au Kremlin, on est très conscient que cet « espace économique uni de Lisbonne à Vladivostok » n'est possible qu'en cas de

(3) <https://rg.ru/2016/11/24/putin-granica-rossii-nigde-ne-zakanchi-vaetsia.html>

(4) <http://argumentua.com/stati/agentura-putina-na-zapade-chast-1-sumasshestvie-ot-lissabona-do-vladivostoka>

(5) Dans une interview du 23 avril 2016, le Président tchèque appelait à une intégration des économies russe et européenne, en soulignant leur complémentarité, la Russie ayant les ressources et l'Europe les technologies.

(6) <https://lenta.ru/news/2015/04/28/naryshkin/>

(7) <https://rg.ru/2016/09/07/sergej-naryshkin-proanaliziroval-25-let-niuu-istoriiu-sng.html>

convergence entre l'Europe et la Russie. Comme le régime poutinien abhorre la démocratie libérale, il est clair que c'est à l'Europe de se « poutiniser ». À partir des grandes manifestations de 2011-2012 que l'homme fort du Kremlin attribue aux manigances occidentales, la Russie décide d'activer le troisième outil de son arsenal : la guerre psychologique. Il s'agit de détruire le *soft power* occidental, principal obstacle à la réintégration de l'espace ex-soviétique et à l'adhésion des pays européens à l'Union économique eurasiennne. Les « printemps arabes », tout comme la contestation du régime poutinien pendant l'hiver 2011-2012, révèlent au Kremlin l'importance des réseaux sociaux. Désormais, c'est vers la maîtrise de cet instrument que tendent les stratégies russes. Un texte de novembre 2015 affiché sur un site eurasienn explique la stratégie médiatique russe. Après avoir rappelé que le conflit avec l'Europe tenait à la géopolitique et à l'opposition des civilisations, l'auteur souligne que celui-ci ne peut s'achever que par l'anéantissement de l'un des deux adversaires. « En conséquence, lorsque nous utilisons des réseaux déjà existants, nous devons donner la priorité à ceux qui visent d'une manière ou d'une autre à la destruction de l'identité de civilisation de l'Europe d'aujourd'hui. Les sectes totalitaires, les mouvements séparatistes, les mouvements néo-nazis et racistes, les anarchistes et les antiglobalistes, les écologistes radicaux, les eurosceptiques, les isolationnistes, les migrants illégaux doivent agir dans ce but ⁽⁸⁾. » Mais la Russie ne doit pas se contenter d'exploiter les réseaux existants. Elle doit créer les siens et pour cela mettre en avant l'idéologie eurasiennne qui est « assez internationaliste pour être assimilée par un Européen [...] le réseau eurasienn a pour but de faire disparaître l'identité européenne, en créant une "cinquième colonne en Occident" ⁽⁹⁾ ».

Après le refus des Ukrainiens d'intégrer l'Union eurasiennne et leur affirmation du choix européen, les dirigeants du Kremlin vont mettre les bouchées doubles dans ce domaine. Il faut absolument que les pays occidentaux cessent d'être une alternative attrayante dans l'espace ex-soviétique. Les

considérations de politique intérieure s'ajoutent à celles de politique étrangère : c'est à la fois dans l'espace ex-soviétique et en Europe elle-même que l'attractivité de l'Europe doit être anéantie à tout prix. En politique intérieure, il devient impossible de persuader les Russes que leur prospérité augmente, que la Russie va rattraper les pays développés sur le plan économique. En conséquence, on se concentrera sur une propagande entièrement noire du monde occidental, dénigrant systématiquement l'Europe, présentée comme dégénérée, chaotique et en proie à une quasi-guerre civile à cause des migrants, de manière à murmurer aux Russes : cela ne va peut-être pas fort chez nous, mais les choses sont pires à l'étranger. Pour que cette propagande soit crédible, les Russes n'inventent rien : ils se contentent de recueillir les critiques formulées par les Européens eux-mêmes, surtout dans les milieux souverainistes et d'extrême droite, de les concentrer et de les illustrer par des faits divers de choc pour conforter la conscience apocalyptique des Russes.

Mais il ne s'agit pas seulement de la politique intérieure. Plus fondamentalement, il s'agit d'orienter les pays occidentaux de manière à ce qu'ils se tournent contre eux-mêmes, pour commencer en remettant en cause leurs institutions. Les élections géorgiennes de 2012, qui amènent la défaite du parti national de Mikhaïl Saakachvili, montrent au Kremlin qu'il est possible d'appliquer hors frontières les procédés qui ont mené à la liquidation de la démocratie en Russie. Il a suffi de lâcher dans les médias un *Kompromat* (des informations compromettantes) accablant quelques jours avant le scrutin (les allégations de torture dans les prisons géorgiennes) pour abattre la bête noire de Moscou et faire place au candidat voulu par le Kremlin. Désormais, les dirigeants russes sont persuadés qu'ils seront en mesure de dévier les processus électoraux en Occident. Et grâce au long travail de pénétration et de corruption des élites occidentales mené depuis 2000 l'Administration présidentielle du Kremlin n'a que l'embarras du choix quand elle se penche sur la liste des dirigeants qu'elle souhaite aider à s'installer au pouvoir dans chaque pays européen à la faveur de la vague souverainiste et nationaliste. Comme l'a dit le Président Poutine en verve à l'évocation des prétendus ébats de Trump au Ritz Carlton

(8) A. Bovdunov, « Civilizacionnye razborki », <http://evrazia.org/article/230>

(9) *Ibid.*

Hotel à Moscou, « mes prostituées sont les meilleures du monde ⁽¹⁰⁾ ».

Par les réseaux sociaux, la propagande russe qui s'alimente à l'extrême droite et à l'extrême gauche peut être réinjectée dans les pays européens déjà affaiblis et affolés par le terrorisme, à des doses si massives et avec une virulence si grande que le système immunitaire des démocraties occidentales peut être débordé et neutralisé. Selon le mot de Sophocle, « la Persuasion va vite en conseillant le mal ». Moscou laisse entendre que face à la classe politique européenne, veule et molle, seul le régime poutinien pourra devenir le bouclier de l'Europe empêchant la montée des hordes barbares. Poutine s'érige en champion des « valeurs traditionnelles », en « Che Guevara » de la rébellion anti-élite, et la Russie se proclame « rempart contre l'islamisme » et unique obstacle à la « globalisation ». Ainsi Moscou compte sur les Européens pour devenir les fossoyeurs de l'Europe, et le *Brexit* leur montre que cet espoir a un sens. Incapable d'une vision claire des erreurs commises et des remèdes possibles, tétanisée par l'esprit de parti, submergée par la propagande noire du Kremlin, l'Europe se haïrait elle-même et s'engagerait dans une spirale d'autodestruction comme elle en a connu au ^{xx} siècle. Cette crise ne serait pas l'œuvre de la Russie, mais l'action amplificatrice de Moscou pourrait la rendre mortelle.

Comme la propagande russe est exclusivement négative, faisant appel à la peur et à la haine, elle est difficile à réfuter. Ainsi l'Europe perdrait confiance en elle-même et une convergence s'opérerait avec la Russie, justement dans cette conscience apocalyptique qui engendre l'indifférence au vrai et au bien, qui exclut la réflexion dépassionnée sur les problèmes et la quête de solutions raisonnables. L'appel systématique à l'affect efface les contradictions du discours. La pensée critique, la pensée tout court ont besoin de continuité. Dans la propagande russe, la seule continuité est celle des objets de détestation, les États-Unis, l'Union européenne, l'Ukraine. L'hostilité est entretenue quotidiennement car le moindre relâchement signifierait l'effondrement de tout l'édifice mensonger.

L'opération Trump

La démoralisation n'est payante que si elle est associée à l'intimidation. Celle-ci constitue le deuxième volet de la lutte psychologique contre l'Europe. Pour intimider les Européens, il faut leur instiller un doute sur la volonté américaine de défendre l'Europe. Ces calculs expliquent la politique systématique d'humiliation de l'Amérique pratiquée par le Kremlin depuis quelques années : « Plus longtemps les Américains feront semblant que rien ne s'est passé [en essayant sans réagir les insultes de Moscou], plus nombreux seront leurs vassaux – des prétendus alliés qui depuis longtemps sont las de cette dépendance – prêts à ignorer cavalièrement les ambitions américaines et à passer dans le camp de la puissance mondiale montante. Pour finir, même le statut de l'un des centres du monde multipolaire peut devenir hors d'atteinte pour les États-Unis. Car non seulement les Asiatiques, les Africains et les Latino-Américains, mais même les Européens se vengeront avec plaisir de cette ancienne puissance hégémonique pour les humiliations passées ⁽¹¹⁾. »

D'où les efforts déployés par le Kremlin en faveur de Donald Trump, l'homme qui se lancera dans une confrontation avec la Chine et sera obligé d'abandonner l'OTAN et l'Europe à Moscou pour prix de la « neutralité » russe : « L'affrontement entre les États-Unis et la Chine sera l'axe principal du ^{xxi} siècle. Dans ce contexte, la position de la Russie devient décisive. La Chine veut faire de nous son partenaire, les États-Unis le veulent aussi. Nous sommes gagnants à tous les coups, et nous n'allons pas tarder à récolter les avantages de notre position, à tous les niveaux, y compris au niveau économique », estime Grigori Tichtchenko, un expert du RISI (l'Institut russe des études stratégiques, le *think tank* du Kremlin) ⁽¹²⁾. On comprend l'euphorie qui régnait à Moscou après la victoire de Trump. « Personne ne croyait qu'il allait gagner sauf nous », a fièrement déclaré Poutine lors de sa conférence de presse du 23 décembre 2016 ⁽¹³⁾. Et pour cause : en Occident, aujourd'hui encore, on est loin de

(11) https://ria.ru/analytics/20161005/1478493459.html?utm_source=rg&utm_medium=banner&utm_campaign=rian_partners

(12) <http://svpressa.ru/politic/article/163353/>

(13) <http://www.politico.com/story/2016/12/putin-on-trump-us-democrats-232945>

(10) <http://www.kasparov.ru/material.php?id=5881E83355E53>

prendre la mesure des ingérences russes dans le processus électoral américain. Le Kremlin a toutes les raisons de s'enorgueillir du succès d'une entreprise de longue haleine, installer « un ami de la Russie » à la Maison-Blanche.

Contentons-nous pour l'instant d'esquisser ce qui est connu de cette opération ⁽¹⁴⁾. Et d'abord pourquoi Trump ? Même à l'époque soviétique, le KGB se montrait fort actif pour recruter les hommes d'affaires occidentaux, recruté par l'idéologie marxiste que les gros capitalistes faisaient la loi dans les démocraties occidentales et que par leur entremise il était possible de créer un *lobby* prosoviétique dans chaque pays occidental. Si Staline n'a pas cru à l'attaque allemande en juin 1941, c'est qu'il était persuadé que les grandes sociétés allemandes étaient trop intéressées par le vaste marché russe pour laisser Hitler déclencher la guerre contre l'URSS. Les hommes d'affaires semblaient à Staline les porteurs d'un nationalisme étroit qui empêcherait les pays capitalistes de s'entendre et de coopérer : c'est pourquoi il a toujours préféré avoir pour interlocuteurs des hommes de droite liés au monde des affaires. Il pensait pouvoir « attiser les contradictions entre les impérialistes » en les manipulant. En matière de diplomatie, Poutine n'est jamais très loin de Staline. Lui aussi nourrit le dessein d'imposer la « poutinisation » à l'étranger en s'appuyant sur des groupes locaux d'oligarques russophiles proches du Kremlin.

Trump a attiré l'attention des services tchécoslovaques (le STB qui travaille la main dans la main avec le KGB) dès les années 1970 : son épouse Ivana était d'origine tchèque. En 1988, le STB tchèque espérait déjà voir Trump arriver à la présidence des États-Unis ; il lui attache tant d'importance qu'il force le père d'Ivana à devenir son informateur et envoie spécialement un agent aux États-Unis pour suivre la carrière du milliardaire ⁽¹⁵⁾. Par la suite, Trump a fait des affaires avec nombre d'oligarques russes et kazaks dès le début des années 2000 ⁽¹⁶⁾. Peu scrupuleux dans le choix

de ses partenaires, il convient à Poutine car il n'a aucune notion de géopolitique, il ne voit que ses intérêts à court terme et sa vanité le rend facilement manipulable ⁽¹⁷⁾.

Voyons la chronologie de l'opération. Dès 2014-2015, un groupe de *hackers* russes tente d'infiltrer les réseaux du Département d'État, de la Maison-Blanche et des responsables du Pentagone, avec un succès croissant. Averti des incursions russes, Obama décide de ne pas réagir, par crainte d'une escalade de la cyber-guerre et pour éviter de compromettre les chances de parvenir à un accord sur la Syrie. Les Russes passent du cyber-espionnage aux mesures actives, à l'exploitation des informations obtenues pour influencer l'opinion publique. À la mi-2015, le groupe de *hackers* russes Cozy Bears commence à pirater le serveur du Parti démocrate et à accumuler des documents embarrassants pour la campagne d'Hillary Clinton. En septembre 2015, un agent du FBI avertit le Comité national du Parti démocrate que son serveur a été piraté par une équipe de cyber-espions liés au gouvernement russe. Les responsables du Comité national ne réagissent pas. C'est seulement sept mois plus tard qu'ils engageront des experts en cyber-défense pour assurer la sécurité de leurs réseaux ⁽¹⁸⁾. Au début de 2016, un deuxième groupe de *hackers*, Fancy Bears, que le FBI estime être un instrument de la direction générale des renseignements de l'état-major des forces armées de la Fédération de Russie (GRU), déjà connue pour ses opérations contre l'Ukraine et la Géorgie, réussit à pirater les mails de John Podesta, le responsable de la campagne d'Hillary Clinton, et une partie des documents obtenus sont rendus publics, par des révélations sur *Wikileaks* et ailleurs, à partir de juillet. « Chaque jour, nous encaissions un direct au foie », dira plus tard une des supporters de la campagne d'Hillary Clinton ⁽¹⁹⁾. Trump est aux anges : « On s'amuse à Washington de ce que la Russie a

(14) Nous ne tiendrons pas compte du sulfureux dossier compilé par Christopher Steele, considéré comme « non vérifié ».

(15) <https://www.theguardian.com/us-news/2016/dec/15/czechoslovakia-spied-on-donald-trump-ivana-files>

(16) Notamment avec la société immobilière Bayrock dirigée par l'oligarque kazakh Tefvik Arif. La *Trump Tower* est connue pour héberger nombre de parrains de la pègre postcommuniste. Voir <http://www.the-american-interest.com/2016/12/19/the-curious-world-of-donald-trumps-private-russian-connections/>

(17) Un autre oligarque américain a la cote à Moscou : il s'agit de Rex Tillerson, le patron d'ExxonMobil, décoré par Poutine en 2012 de l'Ordre de l'amitié. Tillerson sut se montrer à la hauteur des attentes du Kremlin, puisqu'Exxon signa un gros contrat avec la Russie après l'annexion de la Crimée. Aujourd'hui, Trump l'a choisi pour diriger le Département d'État. <http://www.politico.com/story/2016/12/rex-tillerson-state-lawmakers-232468>

(18) <http://www.nytimes.com/2016/12/13/us/politics/russia-hack-election-dnc.html>

(19) <http://www.nytimes.com/2016/12/13/us/politics/russia-hack-election-dnc.html>

organisé les fuites [compromettant le Parti démocrate] parce que Poutine m'aime bien », écrit-il sur Twitter le 25 juillet ⁽²⁰⁾. Les actions de Cozy Bear et de Fancy Bear ne sont pas coordonnées : il est arrivé aux deux groupes de pirater les mêmes documents. En septembre 2016, des responsables du Congrès sont avertis du danger que fait peser la Russie sur l'élection américaine. Dès octobre, les services spéciaux américains attirent l'attention du Président Obama sur les ingérences russes dans la campagne électorale. La CIA est déjà persuadée que les Russes veulent faire élire Trump, le FBI et d'autres services estiment encore que la Russie veut uniquement saboter le processus démocratique. Mais aucune mesure sérieuse n'est prise face à ce danger. Mis au courant des agissements russes, le sénateur McConnell, chef de la majorité républicaine au Sénat, déclara qu'il considérait « toute tentative de la Maison-Blanche de défier publiquement les Russes comme un acte de politique partisane ⁽²¹⁾ ». Début décembre, la CIA rend publique sa conclusion que la Russie n'était pas intervenue dans la campagne électorale américaine seulement pour discréditer les institutions démocratiques, mais pour faire passer Trump en sabotant la candidature d'Hillary Clinton. La Russie avait piraté les réseaux républicains tout comme les réseaux démocrates, mais elle n'avait organisé de fuites que pour nuire à Hillary Clinton. Les experts américains soulignent par ailleurs qu'il ne s'agit pas uniquement de l'exploitation de fuites déstabilisant la campagne des démocrates ; le Kremlin a aussi appris à mobiliser les réseaux sociaux, diffusant et amplifiant les « fausses nouvelles » compromettant Hillary Clinton. Trump répondit à ces allégations en cherchant à discréditer la CIA (« ce sont les mêmes qui prétendaient que Saddam Hussein avait des armes de destruction massive »), après avoir invité les services russes à rendre publics d'autres documents gênants pour Hillary. Le 8 décembre, des personnalités du Parti républicain (notamment les sénateurs John McCain et Lindsey Graham) se joignent à leurs collègues démocrates pour exiger une enquête sur les agissements du Kremlin

pendant la campagne électorale. Le 9 décembre, Obama donne finalement l'ordre à ses services de compiler un rapport complet sur cette affaire.

La cyber-attaque n'a constitué qu'un des volets de la guerre psychologique contre les États-Unis. Le deuxième volet a été l'intimidation militaire. En effet, à partir de l'été 2016 Moscou semble en proie à une véritable psychose de guerre. Les Russes déploient des systèmes de défense antiaérienne S-300 en Syrie, risquant le clash avec l'aviation américaine. Les manœuvres de fin août 2016 montrent que la Russie revient à la mobilisation de masse pratiquée à l'époque soviétique. Il s'agissait notamment de tester la capacité des entreprises industrielles à passer à la production militaire ⁽²²⁾. Puis vient la dénonciation de l'accord russo-américain sur le plutonium, qui s'accompagne le 3 octobre 2016 d'un ultimatum hallucinant à Washington : comme condition d'une reprise des relations avec les États-Unis, Moscou exige l'abandon de la loi Magnitski ⁽²³⁾, et celui de la loi de soutien à l'Ukraine, une réduction des effectifs et de l'infrastructure des forces de l'OTAN en Europe orientale, l'abandon des sanctions et... le dédommagement de la Russie pour le préjudice entraîné par les contre-sanctions. Le 9 octobre, Dmitri Kisseliov, l'une des stars de la propagande du Kremlin, commente tout cela sur la première chaîne en citant le proverbe favori du Président Poutine : « Si la bagarre est inévitable, tape le premier ⁽²⁴⁾. » Du 4 au 7 octobre sont organisés des exercices de défense civile auxquels participent 40 millions de Russes ⁽²⁵⁾. Le 10 octobre, on annonce la norme d'approvisionnement en pain à Pétersbourg en cas de guerre : 300 g par jour pendant 20 jours ⁽²⁶⁾. Un fonctionnaire de la mairie rassure les Moscovites : les abris anti-bombes de la capitale peuvent accueillir 12 millions de personnes ⁽²⁷⁾. Par ailleurs, les fonctionnaires ayant des rejetons faisant leurs

(22) <https://jamestown.org/program/russia-returning-concept-mass-mobilization/>

(23) La loi Magnitski (2012) prévoit des sanctions financières et des interdictions de visa contre les fonctionnaires russes suspectés d'être impliqués dans le décès en 2009 de l'avocat Sergueï Magnitski, symbole de la lutte contre la corruption en Russie.

(24) <http://graniru.org/Society/Media/Television/m.255090.html>

(25) <http://www.kasparov.ru/material.php?id=57F51EFA1EB78>

(26) https://www.gazeta.ru/social/news/2016/10/10/n_9202727.shtml

(27) <http://www.ej.ru/?a=note&id=30275>

(20) <http://www.nytimes.com/2016/12/13/us/politics/russia-hack-election-dnc.html>

(21) <http://www.thedailybeast.com/articles/2016/12/11/obama-and-congress-knew-about-russian-hacking-and-they-did-nothing.html>

études à l'étranger se voient intimées de les faire revenir en Russie s'ils ne veulent pas nuire à leur carrière (28). Tout ce spectacle a pour but d'inciter les Américains à voter Trump, car, comme le martèlent les réseaux sociaux manipulés par les trolls du Kremlin, « Clinton, c'est la guerre » : slogan que Trump n'a eu aucun scrupule à faire sien. En même temps, Moscou escompte que les Européens, « fatigués de se trouver sous la menace d'une Troisième Guerre mondiale », se donneront des dirigeants « plus disposés à une entente avec la Russie qu'à une confrontation » (29).

Une prochaine cible : l'Europe

Ce qui frappe dans cette chaîne d'événements, c'est la légèreté des dirigeants américains devant une menace grave, la subversion de leur système électoral et le détournement de leurs institutions par une puissance étrangère. La lâcheté, l'esprit partisan, l'absence de patriotisme ont convergé pour faciliter la tâche du Kremlin. Pour l'Europe, les enseignements de cette triste affaire sont clairs : comment peut-on attendre des États-Unis qu'ils soient fidèles à leurs engagements au sein de l'OTAN quand ils n'ont pas été capables de défendre leur démocratie lors d'une offensive qui n'était même pas militaire ?

Nous avons longuement évoqué le cas américain car, l'obstacle américain levé, le Kremlin s'attachera à favoriser l'installation dans les pays européens de « gouvernements amis », c'est-à-dire, pour traduire une expression qui remonte à Staline, des gouvernements dont les ficelles sont tirées à Moscou. En 2017, Poutine table sur les élections aux Pays-Bas, en Italie, en France et en Allemagne pour porter au pouvoir des souverainistes prussiens qui enterreront l'UE ou en feront une structure intégrée à l'Union économique eurasiennne. À en croire Yuri Kroupnov, président du Mouvement pour le développement, proche du Kremlin, Poutine veut beaucoup plus que la reconstitution de l'URSS : « son plan est d'unir tout le Continent eurasienn (30) ».

En Italie, le mouvement Cinq Étoiles de Beppe Grillo est devenu un important relais de la propagande du Kremlin en Europe. C'est lui le grand pourvoyeur des réseaux sociaux en fausses nouvelles (31). Selon Bruno Kahl, le chef du Service fédéral de renseignement allemand (BND), la Russie est en train de bombarder l'Allemagne de désinformations à un rythme rappelant ce qui s'est passé aux États-Unis l'automne dernier (32). Le Kremlin tente de mobiliser des Allemands d'origine russe vivant en Allemagne dans le but de faire tomber Merkel : « Les Allemands de Russie installés en Allemagne refusent d'apprendre l'allemand [...], ouvrent des écoles russes. Ils constituent déjà un problème pour les autorités allemandes, car au lieu de s'assimiler ils deviennent des lobbyistes de la Russie (33). » Pour la France, *Russia Today* va créer une chaîne francophone. En cette période de vaches maigres, le Kremlin a débloqué 1,22 milliard de roubles pour la réalisation de cette chaîne, ce qui montre à quel point il est important à ses yeux de peser dans la campagne présidentielle en France.

On a l'impression que si la menace que représente la Russie de Poutine est sous-estimée en Europe c'est que nombre d'Européens ne voient pas d'inconvénients à une « finlandisation » de leur pays, c'est-à-dire l'abandon du contrôle de la politique étrangère à Moscou, persuadés que le Kremlin se contentera de cet alignement. Les leçons de l'histoire et la connaissance du fonctionnement de la Russie poutinienne tempèrent cet optimisme. N'oublions pas que ce sont les libertés occidentales que Moscou veut mettre en question. Déjà pour l'Ukraine Moscou a fait savoir que la finlandisation était jugée insuffisante : « Il faut rendre le pouvoir au peuple », a déclaré Sergueï Markov, un expert proche du Kremlin, impliquant crûment qu'un *deal* avec les États-Unis n'est possible que si le gouvernement de Kiev est renversé (34). Les pays d'Europe occidentale gouvernés par les « amis de Poutine » ne seront pas mieux lotis :

(31) https://www.buzzfeed.com/albertonardelli/italys-most-popular-political-party-is-leading-europe-in-fak?utm_term=.ywOmvpg0x#.aiNqpMoVE

(32) <http://www.smh.com.au/world/russian-hackers-are-pelting-germany-with-disinformation-says-bnd-spy-chief-20161129-gt0d9k.html>

(33) <http://svpressa.ru/society/article/156638/>

(34) <http://politobzor.net/show-115000-ssha-gotovy-uyti-s-ukrainy-no-na-nepriemlemyh-dlya-rossii-usloviyah.html>

(28) <http://www.rosbalt.ru/russia/2016/10/11/1557700.html>

(29) nvo.ng.ru/realty/2016-12-02/1_928_europe.html

(30) <http://www.thedailybeast.com/articles/2016/12/16/trump-in-the-white-house-and-russia-s-neighbors-back-in-the-ussr.html>

le Kremlin voudra rendre sa mainmise sur ces États irréversible. Il cherchera à les placer sous son contrôle.

Que faire ?

Il n'est pas certain que l'année 2017 soit aussi faste pour Poutine que l'année 2016. Les succès de 2016 s'expliquent avant tout par l'aveuglement face aux agissements russes. Aujourd'hui, une partie de l'opinion occidentale est alertée. Moscou ne jouera plus sur du velours comme auparavant. Avant tout, il convient de démonter la propagande russe et d'exposer ses mensonges.

En Europe occidentale, l'essentiel du succès de cette propagande tient au fait que la Russie a réussi à se poser en rempart contre l'islamisme. C'est oublier que la doctrine eurasiatique qui inspire le Kremlin affirme qu'il existe une affinité fondamentale entre l'orthodoxie et l'islam, les deux religions s'opposant au christianisme occidental. En 2001, l'un de ses théoriciens, Alexandre Douguine, appelait de ses vœux « une alliance islamo-russe » et conseillait à Moscou de « coordonner la stratégie des courants de l'islam orientés vers le chiisme, le soufisme, le fondamentalisme de type traditionnel, continental et anti-occidental ⁽³⁵⁾ ». Tout récemment encore, les 26 et 27 septembre 2016, lors de la dixième session de la Commission russo-iranienne pour le dialogue entre orthodoxie et islam qui se tenait à Moscou, les participants ont communiqué dans leur rejet de toute « imposition de normes laïques et de types de comportements à même de susciter l'abandon de la part des partisans de la morale traditionnelle ». Orthodoxes et musulmans ont mis l'accent sur « la communauté de valeurs sur le plan moral » que leurs deux pays partagent ⁽³⁶⁾. En 2012, Maxim Chevtchenko, l'un des journalistes proches du pouvoir, membre du Conseil présidentiel et de la Chambre civique, jugeait indispensable « une alliance stratégique de l'islam et de l'orthodoxie dans la guerre contre l'Occident », en soulignant qu'« il faut expliquer aux musulmans et aux orthodoxes qui est leur ennemi commun. Leur ennemi c'est l'Occident libéral ⁽³⁷⁾ ».

Rappelons aussi que l'homme fort de Poutine en Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a installé la *charia* dans cette République ; qu'au Daghestan la pratique de l'excision des petites filles existe et a été défendue par un imam nord-caucasien renommé (décoré par Poutine en mars dernier) « afin de calmer les femmes et d'éviter la débauche sur terre ». Devant le scandale provoqué par ces déclarations, Vsevolod Tchaplina, l'ancien porte-parole de l'Église orthodoxe russe, a volé au secours de l'imam, dénonçant « les glapissements féministes » et alléguant le droit des musulmans à se « conformer à leurs traditions » ⁽³⁸⁾. Enfin n'oublions pas que Poutine a inauguré à Moscou en septembre 2015 la plus grande mosquée d'Europe en vantant les vertus « humanistes » de l'islam ⁽³⁹⁾. Le Président russe, qui ne cesse de dénoncer le « politiquement correct » chez les autres, a souligné dans sa conférence de presse du 24 décembre 2016 qu'il ne fallait pas associer « à tort et à travers » islam et terrorisme ⁽⁴⁰⁾.

Faire de la Russie l'incarnation des « valeurs traditionnelles » ou un bastion du christianisme relève aussi de l'illusion. Les sondages le montrent. Certes, 74 % des Russes se disent orthodoxes, mais 61 % doutent de l'existence de Dieu, voire la nient. 61 % des orthodoxes russes n'ont jamais ouvert la Bible ⁽⁴¹⁾. Un tiers des Russes ne peuvent citer aucun des dix commandements ⁽⁴²⁾. Quant aux « valeurs traditionnelles », elles ne se décrètent pas. Un pays qui en fait son slogan se condamne à la tartufferie. Là aussi la Russie est mal placée pour donner des leçons, quand on sait par exemple que 54 % des enfants y sont élevés sans père ⁽⁴³⁾, qu'elle compte actuellement 1,3 million de séropositifs dont seulement 30 % reçoivent un traitement ⁽⁴⁴⁾. La référence aux « valeurs traditionnelles » sert à

(38) Tchaplina a cependant reconnu que cette opération n'était pas nécessaire pour les femmes orthodoxes « comme elles s'abstiennent de forniquer ». <http://europe.newsweek.com/russian-orthodox-archpriest-opposes-ban-female-genital-mutilation-491394?rm=eu>

(39) <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/09/23/97001-20150923FILWWW00303-poutine-inaugure-la-nouvelle-grande-mosquee-de-moscou.php>

(40) <http://classic.newsru.com/religy/23dec2016/vsueislam.html>
(41) http://www.pravda.ru/faith/religions/orthodoxy/19-12-2012/1139329-levada_opros-0/ Sondage pratiqué en 2012.

(42) <http://www.evangelie.ru/forum/t44583.html>

(43) https://www.gazeta.ru/comments/2016/12/13_a_10424315.shtml#page1

(44) <http://www.mk.ru/social/2016/12/19/dremuchestv-golovakh-porozhdaet-epidemiyu-spida.html>

(35) <http://www.arcto.ru/article/606>

(36) <http://www.la-croix.com/Urbi-et-Orbi/Monde/Un-axe-Russie-Iran-contre-l-imposition-de-normes-laiques-2016-10-06-1200794354>

(37) <http://www.galgai.com/forum/archive/index.php/t-707.html>

justifier le maintien de pratiques obscurantistes : ainsi la loi de juillet 2016 interdisant les châtiments corporels à l'égard des proches a été critiquée par le patriarcat de l'Église orthodoxe qui y a vu une attaque contre la famille inspirée de l'Occident ⁽⁴⁵⁾. À deux reprises, les députés de la Douma ont essayé de décriminaliser les violences domestiques. Or plus de 12 000 femmes périssent chaque année en Russie des coups portés par leur conjoint, 36 000 épouses sont battues chaque jour par leur mari ⁽⁴⁶⁾. Près de 2 millions d'enfants subissent des violences dans leur famille, 2 000 se suicident chaque année pour échapper aux coups ⁽⁴⁷⁾. Anna Kouznetsova, la nouvelle déléguée à la protection de l'enfance, croit à la « télégonie », une doctrine selon laquelle l'utérus de la femme se souvient de tous ses partenaires sexuels et que les enfants peuvent hériter des traits de tous les amants précédents de leur mère. En 2009, elle déclare dans une interview : « En nous fondant sur la science relativement récente de la télégonie, nous pouvons affirmer que les cellules utérines de la femme possèdent une mémoire des ondes informationnelles. Ces cellules se souviennent de tout ce qui leur est arrivé. Ainsi, lorsqu'une femme a de nombreux partenaires, elle a de grandes chances d'avoir un enfant faible à cause du mélange des informations. Cela a un impact sur la fondation morale du fœtus ⁽⁴⁸⁾... »

La troisième illusion concerne la prétendue efficacité de la politique de Poutine. Certes, celle-ci donne des résultats. Mais sur quoi repose cette efficacité et pourquoi les démocraties libérales étalent-elles le spectacle de leur impuissance ? La politique du Kremlin fonctionne car elle est destructrice. Il est facile de dresser les peuples contre leurs

élites, de rendre les nations antagonistes les unes contre les autres en faisant appel à leur égoïsme, de semer la zizanie, la calomnie, d'intimider, d'acheter, de ruiner des réputations, de discréditer. En Syrie, la Russie se montre efficace (sur le court terme) car, au lieu d'essayer de réconcilier des factions ennemies et de tendre à mettre en place un *modus vivendi* comme le fait l'Occident, elle embrasse un parti et lui donne le moyen d'anéantir ses adversaires. En outre, Poutine n'hésite pas à jouer avec le feu. La Russie semble attiser autant qu'elle le peut le conflit sino-américain dans le Pacifique. À la mi-septembre 2016, Russes et Chinois se sont livrés à des manœuvres communes en mer de Chine. L'objectif était la capture d'une île ⁽⁴⁹⁾. On ne peut s'empêcher d'interpréter cet engagement russe comme un encouragement aux velléités belliqueuses de Pékin. Imaginons que tous les pays suivent l'exemple russe, se mettent à démembrer leurs voisins, à les faire chanter en les privant de gaz, à lancer des interventions militaires en prétendant qu'il s'agit d'excursions, à violer les traités quand ils cessent d'être avantageux, à se livrer au chantage nucléaire à répétition, à souffler sur les braises de tous les conflits mal éteints. Voilà la question que les admirateurs du « grand retour de la Russie sur la scène internationale » devraient se poser.

Espérons que l'expérience des États-Unis rendra les Européens vigilants dans les mois décisifs qui viennent. Il dépend encore de nous que l'Europe reste un pôle d'attraction dans le monde, au lieu de se résigner, comme le souhaitent les stratèges du Kremlin, « à occuper géopolitiquement la place qui lui revient, celle qui lui a été tracée par la nature – la place d'une petite péninsule, l'appendice de la Grande Eurasie ⁽⁵⁰⁾ ».

FRANÇOISE THOM

(45) <http://www.pravmir.ru/mizulina-vnesla-v-gosdumu-popravki-ob-udalenii-iz-uk-stati-o-semeynyih-poboyah/>

(46) <https://rg.ru/2012/10/23/nasilie.html>

(47) <http://www.pravda.ru/accidents/factor/crime/22-01-2014/1188921-debosh-0/>

(48) <https://themoscowtimes.com/news/russias-new-childrens-rights-official-thinks-your-uterus-can-remember-past-partners-55290>

(49) <http://www.washingtontimes.com/news/2016/sep/12/china-russia-practice-taking-south-china-sea-island/>

(50) <https://regnum.ru/news/polit/2214095.html>